



LES AMBITIONS DE L'AFRIQUE FACE A LA MONDIALISATION : LE PARADOXE DE LA DESINTEGRATION ECONOMIQUE INTERNE

TSHIAPAKATSHI TSHIALA Marie

Internationaliste, Personnel Scientifique à l'université Officielle de Mbuji-Mayi.
Experte et consultante en matière du genre, d'inclusion Sociale, de l'handicap et
Albinisme. Doctorante à l'université de Kinshasa.

SUEDI MUTUALE Yvon

Internationaliste, Personnel scientifique à l'université Pédagogique Nationale,
Officier à la Direction Generale des Migrations (DGM), Doctorant à l'université
de Kinshasa
yvonsuedi@gmail.com

Résumé : L'Afrique veut aujourd'hui prendre une place plus importante dans la mondialisation et participer pleinement aux dynamiques économiques mondiales. Le continent dispose de ressources naturelles considérable, d'une population jeune et d'un marché de plus en plus important. Pourtant, cette ambition se heurte à une réalité paradoxale : alors que les Etats africains cherchent à renforcer leur présence dans l'économie mondiale, ils restent confrontés à une forte fragmentation de leurs économies. La faiblesse des échanges entre pays africains, l'influence des Infrastructures, la dépendance à l'égard des partenaires extérieurs et les difficultés d'intégration régionale limitent les possibilités d'un développement véritablement autonome. Dès lors, la question centrale est de savoir comment l'Afrique peut mieux profiter de la mondialisation tout en réduisant sa propre désintégration économique. Cette réflexion permet notamment d'interroger le rôle de la ZLECAf et des organisations régionales dans la construction d'une Afrique économiquement plus intégrée, plus compétitive et davantage maitresse de son développement.

Mots clés : Mondialisation, Intégration économique, Désintégration économique, ZLECAf, Souveraineté économique.

AFRICA'S AMBITIONS IN THE FACE OF GLOBALIZATION : THE PARADOX OF INTERNAL ECONOMIC DESINTEGRATION

Abstract : Africa today seeks to play a more significant role in globalization and to participate fully in global economic dynamics. The continent has considerable natural resources, a young population, and an increasingly important market. However, this ambition faces a major paradox: While African States seek to strengthen their position in the global economy, they continue to face significant economic fragmentation. Weak intra-African trade, inadequate infrastructure, dependence on external partners, and difficulties in regional integration limit the prospects for truly autonomous development.

The central question, therefore, is how Africa can better benefit from globalization while reducing its own economic disintegration. This reflection also makes it possible to examine the role of the African continental free Trade Area

(AfCFTA) and regional organization in building a more economically integrated and competitive Africa, with greater control over its own development.

Keywords : Globalisation, Economic integration, Economic disintegration, AfCFTA, Economic sovereignty

Introduction

0.1. *Contexte de l'étude*

La mondialisation est devenue un facteur structurant des relations internationales contemporaines. Dans cette dynamique, les États africains cherchent à renforcer leur position au sein de l'économie mondiale en diversifiant leurs partenariats stratégiques, en attirant les investissements étrangers et en participant davantage aux chaînes de valeur mondiale. Toutefois, cette ambition contraste avec la faiblesse persistante de l'intégration économique intra-africaine. Malgré les progrès institutionnels réalisés, notamment avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), les échanges entre États africains demeurent relativement faibles, révélant un paradoxe entre l'ouverture extérieure du continent et sa désintégration économique interne.

0.2. *Objectif de la recherche*

Cette étude vise à analyser le paradoxe entre les ambitions de l'Afrique de participer activement à la mondialisation et la persistance de sa désintégration économique interne, afin de proposer des pistes susceptibles de renforcer l'intégration économique continentale comme levier de puissance dans les relations internationales.

0.3. *Revue de la littérature*

La littérature scientifique fait apparaître deux principales tendances.

La première tendance soutient que la mondialisation constitue une opportunité de transformation économique pour l'Afrique. Carlos Lopes (2019) estime que le continent peut tirer profit de la mondialisation à travers l'industrialisation et la transformation structurelle de ses économies. Dans la même perspective, Ngozi Okonjo-Iweala (2012) considère que l'ouverture économique favorise la compétitivité, les investissements et la croissance lorsqu'elle s'accompagne de réformes institutionnelles. À l'opposé, une seconde tendance considère que la mondialisation accentue la dépendance économique de l'Afrique et met en évidence les insuffisances de son intégration régionale. Samir Amin (1973) affirme que l'insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale s'effectue dans une relation de dépendance asymétrique, tandis que Dambisa Moyo (2009) souligne que les fragilités structurelles des économies africaines limitent les bénéfices de cette ouverture.

0.4. Intérêts de l'étude

- Sur le plan scientifique

Cette recherche contribue à l'analyse des relations internationales en montrant que la faiblesse de l'Afrique dans la mondialisation résulte moins de son ouverture au monde que de l'insuffisance de son intégration économique interne.

- Sur le plan social

Cette recherche met en évidence la nécessité de renforcer l'intégration économique africaine afin d'accroître la puissance, l'autonomie et la capacité du continent à défendre ses intérêts dans le système international.

0.5. Méthodologie

Cette recherche recourt à la méthode analytique, qui consiste à décomposer un phénomène complexe en ses différentes composantes afin d'en expliquer les causes, les interactions et les conséquences (Maurice Angers, 1997). Cette méthode permettra d'identifier les facteurs politiques, économiques et géopolitiques qui entretiennent la désintégration économique de l'Afrique. Elle mobilise également l'analyse géopolitique, laquelle étudie les rivalités de pouvoir, les intérêts des acteurs et les enjeux territoriaux influençant les relations internationales (Yves Lacoste, 2014). Cette approche permettra d'examiner comment les rapports de puissance et les stratégies des États africains ainsi que des acteurs extérieurs influencent simultanément l'intégration régionale et l'insertion de l'Afrique dans la mondialisation.

1. Résultats de la recherche

L'analyse des données met en évidence que les ambitions de l'Afrique de s'insérer davantage dans la mondialisation sont réelles et se traduisent par une participation croissante aux institutions économiques internationales, la diversification des partenariats stratégiques avec les grandes puissances, l'adhésion aux accords commerciaux multilatéraux ainsi que la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Ces initiatives témoignent d'une volonté politique de faire du continent un acteur plus influent de la gouvernance économique mondiale (Carlos Lopes, op. cit.). Toutefois, les résultats montrent que cette dynamique extérieure contraste avec la persistance d'une désintégration économique interne. Malgré la multiplication des communautés économiques régionales, les échanges commerciaux intra-africains restent relativement faibles comparativement à ceux observés en Europe, en Asie ou en Amérique du Nord. Cette situation révèle que les

économies africaines demeurent davantage orientées vers les marchés extérieurs que vers le marché continental.

L'étude identifie plusieurs facteurs expliquant ce paradoxe. Il s'agit notamment de la faiblesse des infrastructures de transport et de communication, de la persistance des barrières tarifaires et non tarifaires, de l'insuffisance des mécanismes de financement des échanges intra-africains, de la faible industrialisation des économies ainsi que des rivalités politiques entre certains États. Ces contraintes limitent la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes, réduisant ainsi l'efficacité des politiques d'intégration économique.¹ Les résultats montrent également que cette fragmentation économique affaiblit la capacité de négociation collective de l'Afrique dans les relations internationales. En l'absence d'un marché continental pleinement intégré, les États africains privilégient souvent des négociations bilatérales avec les grandes puissances économiques, ce qui réduit leur pouvoir de négociation et accentue leur dépendance à l'égard des partenaires extérieurs.

Tableau 1. Le paradoxe entre les ambitions africaines et la désintégration économique interne

Ambitions africaines	Réalités observées
Participation active à la mondialisation	Faible commerce intra-africain
Attraction des investissements étrangers	Dépendance vis-à-vis des capitaux extérieurs
Mise en œuvre de la ZLECAf	Persistance des barrières commerciales
Renforcement de la coopération régionale	Fragmentation des politiques économiques
Recherche d'une plus grande influence internationale	Faible capacité de négociation collective

Ce tableau met en évidence que les ambitions internationales de l'Afrique demeurent partiellement compromises par les insuffisances de son intégration économique interne. En conséquence, le continent peine encore à transformer son potentiel démographique, géographique et économique en un véritable levier de puissance dans le système international. L'analyse approfondie révèle que la désintégration économique interne de l'Afrique ne résulte pas uniquement de facteurs économiques, mais également de déterminants politiques,

¹ Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Economic Report on Africa 2023, Addis-Abeba, 2023.

institutionnels et géopolitiques. Les résultats montrent que les communautés économiques régionales peinent à atteindre leurs objectifs en raison du chevauchement des appartenances régionales, de l'insuffisante harmonisation des politiques commerciales et de la persistance de logiques nationales qui priment souvent sur les intérêts communautaires. Malgré les avancées enregistrées dans le cadre de la ZLECAf, l'intégration commerciale progresse lentement et les États continuent de commercer davantage avec les partenaires extérieurs qu'entre eux.

L'étude met également en évidence que les insuffisances infrastructurelles constituent l'un des principaux freins à l'intégration économique africaine. Les déficits en matière de réseaux routiers, ferroviaires, portuaires, énergétiques et numériques augmentent considérablement les coûts des échanges commerciaux et limitent le développement des chaînes de valeur régionale. Cette situation réduit la compétitivité des entreprises africaines et favorise une orientation des flux commerciaux vers les marchés extérieurs plutôt que vers le marché continental (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, *Assessment of Progress on Regional Integration in Africa*, Addis-Abeba, 2024). Sur le plan géopolitique, les résultats montrent que les conflits armés, le terrorisme, les crises politiques récurrentes ainsi que les rivalités stratégiques entre certains États africains affaiblissent davantage les mécanismes d'intégration régionale. L'instabilité dans plusieurs espaces régionaux perturbe les corridors commerciaux, décourage les investissements et compromet la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux. Dans ces conditions, les ambitions africaines de devenir un acteur majeur de la mondialisation demeurent limitées par des fragilités internes persistantes (CNUCED, *Economic Development in Africa Report 2024*, Genève, 2024). L'étude démontre également que la structure productive des économies africaines demeure largement orientée vers l'exportation de matières premières brutes. Cette spécialisation réduit la complémentarité économique entre les États africains, plusieurs pays exportant les mêmes produits primaires vers les marchés internationaux au lieu de développer des chaînes de production régionale. Il en résulte une faible diversification industrielle et une dépendance durable vis-à-vis des fluctuations de la demande mondiale (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, *Economic Report on Africa 2024*, Addis-Abeba, 2024).

Tableau 2. Principaux facteurs de la désintégration économique interne

Facteurs	Conséquences sur l'intégration	Effets géopolitiques
Faibles infrastructures	Hausse des coûts commerciaux	Faible compétitivité régionale
Barrières tarifaires et non tarifaires	Réduction des échanges intra-africains	Fragmentation des marchés
Conflits et instabilité politique	Perturbation des corridors commerciaux	Affaiblissement de la coopération régionale
Faible industrialisation	Exportation des matières premières	Dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs
Chevauchement des organisations régionales	Application difficile des politiques communes	Manque de cohérence stratégique

Ces résultats permettent d'affirmer que le principal obstacle à la participation efficace de l'Afrique à la mondialisation n'est pas l'absence d'ambition internationale, mais la persistance de contraintes internes qui ralentissent l'intégration économique continentale. Dans une perspective de relations internationales, cette situation réduit l'influence collective de l'Afrique dans les négociations économiques mondiales et limite sa capacité à défendre efficacement ses intérêts stratégiques. Les résultats démontrent que l'avenir de la participation de l'Afrique à la mondialisation dépend principalement de sa capacité à transformer son espace économique en un marché intégré et compétitif. L'étude révèle que la mondialisation ne constitue pas, en elle-même, une menace pour le continent. En revanche, l'absence d'une intégration économique effective réduit considérablement les avantages que les États africains pourraient tirer de leur insertion dans l'économie mondiale. Cette réalité explique pourquoi, malgré l'abondance des ressources naturelles et l'importance de son marché potentiel, l'Afrique demeure relativement marginalisée dans les chaînes de valeur mondiale (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 2024).

L'analyse montre également que la ZLECAf représente aujourd'hui l'instrument le plus prometteur pour réduire ce paradoxe. Toutefois, son efficacité dépendra de plusieurs conditions : la suppression progressive des barrières commerciales, l'harmonisation des politiques douanières, le développement des infrastructures régionales, la libre circulation des personnes et des capitaux, ainsi que le renforcement des capacités industrielles des États africains. Sans ces réformes, la ZLECAf risque de demeurer davantage un cadre juridique qu'un véritable moteur de transformation économique (B.A.D., 2024). Sur le plan géopolitique, les résultats indiquent que l'intégration économique constitue également un instrument de puissance. Une Afrique économiquement

intégrée disposerait d'un pouvoir de négociation plus important dans les organisations internationales, parlerait plus facilement d'une seule voix dans les négociations commerciales et renforcerait son autonomie stratégique face aux grandes puissances. À l'inverse, la fragmentation économique actuelle favorise les négociations bilatérales asymétriques, lesquelles réduisent l'influence collective du continent dans le système international. (Union africaine, 2018) Enfin, cette étude montre que les ambitions africaines face à la mondialisation ne pourront être pleinement réalisées qu'à travers une inversion des priorités stratégiques. Au lieu de rechercher prioritairement une intégration dans les marchés extérieurs, les États africains devraient d'abord consolider leur marché intérieur, développer des chaînes de valeur continentale et renforcer la coopération économique régionale. Cette dynamique permettrait à l'Afrique de participer à la mondialisation non plus comme un ensemble d'économies dispersées, mais comme un acteur collectif capable de défendre efficacement ses intérêts dans les relations internationales (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 2024).

Tableau 3. Perspectives stratégiques pour une meilleure insertion de l'Afrique dans la mondialisation

Défis identifiés	Actions prioritaires	Résultats attendus
Fragmentation des marchés	Mise en œuvre effective de la ZLECAf	Augmentation du commerce intra-africain
Dépendance aux exportations de matières premières	Industrialisation et transformation locale	Création de chaînes de valeur africaines
Faibles infrastructures	Investissements dans les corridors régionaux	Réduction des coûts des échanges
Manque de coordination politique	Harmonisation des politiques économiques	Renforcement de l'intégration régionale
Faible influence internationale	Position commune dans les négociations internationales	Accroissement du pouvoir de négociation de l'Afrique

Ces résultats conduisent à une conclusion centrale : le paradoxe africain ne réside pas dans son ambition de participer à la mondialisation, mais dans la coexistence de cette ambition avec une désintégration économique interne persistante. Dès lors, la consolidation de l'intégration économique continentale

apparaît comme une condition indispensable pour faire de la mondialisation un véritable levier de développement, de souveraineté économique et d'affirmation géopolitique de l'Afrique.

2. Discussion de la recherche

Les résultats obtenus confirment en grande partie la première tendance de la littérature, selon laquelle la mondialisation constitue une opportunité stratégique pour le développement économique de l'Afrique. En effet, les initiatives engagées par les États africains, notamment la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la diversification des partenaires économiques et la participation croissante aux institutions de gouvernance mondiale, traduisent une volonté politique de renforcer la place du continent dans l'économie internationale. Cette dynamique rejoint l'analyse de Carlos Lopes (op. cit.), pour qui la mondialisation peut devenir un levier de transformation structurelle à condition que les États africains développent des capacités productives, améliorent leur gouvernance économique et renforcent leur intégration régionale.

Les résultats corroborent également la réflexion de Ngozi Okonjo-Iweala (2012), qui soutient que l'ouverture économique offre des perspectives importantes en matière d'investissements, de transfert de technologies et d'accès aux marchés internationaux. Les données analysées montrent effectivement que plusieurs économies africaines ont enregistré une progression de leurs échanges extérieurs et une diversification de leurs partenariats économiques au cours des dernières décennies. Cette évolution traduit une volonté d'inscrire l'Afrique dans les nouvelles dynamiques de la mondialisation.

Cependant, les résultats de cette recherche nuancent cette première tendance. Si la mondialisation crée effectivement des opportunités, celles-ci demeurent inégalement exploitées en raison des insuffisances de l'intégration économique continentale. L'étude révèle que l'ouverture internationale des économies africaines progresse plus rapidement que leur intégration interne. Autrement dit, les États africains commercent davantage avec les marchés extérieurs qu'entre eux, ce qui limite les effets multiplicateurs attendus de la mondialisation sur le développement du continent.

Cette observation conduit à relativiser l'approche optimiste de la première tendance. En effet, l'intégration à l'économie mondiale ne peut produire des bénéfices durables que si elle repose sur un espace économique régional suffisamment intégré. À défaut, les États africains demeurent en concurrence les uns avec les autres pour attirer les investissements étrangers, exporter les mêmes matières premières et négocier individuellement avec les grandes puissances économiques. Cette situation réduit leur capacité de créer des chaînes de valeur

continentales et d'accroître leur pouvoir de négociation dans le système international.

Par ailleurs, cette recherche montre que la mondialisation ne constitue pas uniquement un phénomène économique, mais également un processus géopolitique dans lequel les rapports de puissance jouent un rôle déterminant. Les stratégies commerciales des grandes puissances influencent les orientations économiques africaines, parfois au détriment des objectifs d'intégration régionale. Dès lors, la réussite de la mondialisation africaine ne dépend pas exclusivement de l'ouverture des marchés, mais également de la capacité des États africains à coordonner leurs politiques économiques et à défendre collectivement leurs intérêts stratégiques.

Ainsi, contrairement à la première tendance de la littérature, la présente étude soutient que la mondialisation ne doit pas être considérée comme une finalité, mais comme l'aboutissement d'un processus préalable d'intégration économique continentale. Sans un marché africain intégré, les bénéfices de la mondialisation risquent de demeurer concentrés entre quelques économies relativement plus compétitives, accentuant les disparités régionales plutôt que de favoriser un développement équilibré de l'ensemble du continent.

Les résultats de cette recherche rejoignent également la seconde tendance de la littérature, qui considère que la mondialisation, dans sa configuration actuelle, tend à maintenir l'Afrique dans une position de dépendance économique et stratégique. Cette approche est notamment défendue par Samir Amin (op. cit.), selon lequel l'économie mondiale est structurée autour de rapports asymétriques entre un centre industriel dominant et une périphérie principalement exportatrice de matières premières. Les observations réalisées dans cette étude confirment que la plupart des économies africaines demeurent fortement dépendantes des marchés extérieurs pour l'écoulement de leurs produits, l'importation des biens manufacturés, les investissements directs étrangers et les transferts de technologies.

Les résultats corroborent également l'analyse de Dambisa Moyo (2009), qui souligne que les faiblesses institutionnelles, la faible diversification productive et la dépendance financière limitent les performances économiques du continent. L'étude montre effectivement que ces facteurs contribuent à la fragmentation du marché africain et réduisent la compétitivité des économies nationales, malgré les efforts d'intégration entrepris ces dernières années.

Toutefois, la présente recherche s'écarte de cette seconde tendance sur un point essentiel. Alors que les auteurs critiques attribuent principalement les difficultés africaines aux déséquilibres du système économique international, les résultats mettent davantage l'accent sur les contraintes internes qui entravent l'intégration continentale. Il apparaît que la faible complémentarité des

économies africaines, les insuffisances des infrastructures, la persistance des conflits armés, la faiblesse de la coordination institutionnelle et le maintien de nombreuses barrières commerciales constituent des obstacles majeurs à la construction d'un marché africain intégré.

En d'autres termes, si les contraintes extérieures jouent un rôle important, elles ne suffisent pas à expliquer le paradoxe observé. Les difficultés de l'Afrique à tirer pleinement profit de la mondialisation trouvent également leur origine dans les insuffisances de sa gouvernance économique régionale. Cette conclusion conduit à dépasser l'opposition classique entre les facteurs internes et externes pour montrer que les deux dimensions interagissent continuellement dans la production de la désintégration économique continentale.

Les résultats révèlent également que la fragmentation économique de l'Afrique affaiblit son influence diplomatique dans les négociations internationales. Les grandes puissances privilégient souvent des relations bilatérales avec les États africains plutôt qu'un dialogue avec un bloc économique continental. Cette situation réduit la capacité du continent à défendre des positions communes sur les questions relatives au commerce international, à la transition énergétique, au financement du développement ou encore à la gouvernance des ressources stratégiques.

Dans cette perspective, la désintégration économique interne apparaît non seulement comme un problème de développement, mais aussi comme une question de puissance en relations internationales. Un continent fragmenté dispose d'une marge de manœuvre plus réduite face aux grands acteurs du système international. À l'inverse, une intégration économique effective renforcerait la capacité de l'Afrique à exercer une influence collective dans les institutions internationales et à défendre plus efficacement ses intérêts stratégiques.

Ainsi, la présente étude dépasse la seconde tendance de la littérature en démontrant que la mondialisation n'est ni exclusivement une opportunité, ni uniquement une source de dépendance. Elle constitue un environnement stratégique dont les effets dépendent avant tout du degré de cohésion économique, politique et institutionnelle des États africains. Plus cette cohésion sera forte, plus l'Afrique sera en mesure de transformer la mondialisation en un instrument de développement, d'autonomie stratégique et de puissance internationale. Ceci exige des nouvelles perspectives de réflexion sur la géo économie africaine et invite les décideurs politiques à repenser les stratégies d'insertion du continent dans l'économie mondiale.

Conclusion

Cette recherche a mis en évidence le paradoxe qui caractérise les ambitions africaines face à la mondialisation : alors que le continent cherche à renforcer son insertion dans l'économie mondiale, il demeure confronté à une désintégration économique interne qui limite sa compétitivité et son influence dans les relations internationales. L'analyse a montré que les difficultés de l'Afrique ne s'expliquent pas uniquement par les contraintes du système international, mais également par les insuffisances de son intégration économique continentale.

L'étude conclut ainsi que la mondialisation ne pourra constituer un véritable levier de développement et de puissance pour l'Afrique que si elle s'appuie sur un marché continental intégré, des infrastructures interconnectées, des politiques économiques harmonisées et une volonté politique commune. En ce sens, le renforcement de l'intégration économique africaine apparaît non seulement comme une nécessité économique, mais aussi comme un impératif géostratégique pour permettre au continent d'occuper une place plus influente dans la gouvernance mondiale.

Enfin, cette réflexion ouvre des perspectives de recherche sur les mécanismes institutionnels, financiers et géopolitiques susceptibles d'accélérer l'intégration économique africaine afin de transformer la mondialisation en un véritable facteur d'autonomie stratégique et de développement durable.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

- Carlos Lopes, 2019, *Africa in Transformation : Economic Development in the Age of Doubt*, Palgrave Macmillan, Cham
- Dambisa Moyo, 2009, *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa*, Penguin Books, London.
- Maurice Angers, 1997, *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*, Éditions CEC, Montréal.
- Ngozi Okonjo-Iweala, 2012, *Reforming the Unreformable: Lessons from Nigeria*, MIT Press, Cambridge.
- Samir Amin, 1973, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Les Éditions de Minuit, Paris.
- Yves Lacoste, 2014, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, La Découverte, Paris.

II. DOCUMENTS OFFICIELS

- Banque africaine de développement, *African Economic Outlook 2024*, Abidjan, 2024.
- CNUCED, *Economic Development in Africa Report 2024*, Genève, 2024.

- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Assenissement of Progress on Regional Integration In Africa, Addis-Abeba, 2024.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Assessment of Progress on Regional Integration in Africa, Addis-Abeba, 2024.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Economic Report on Africa 2024, Addis-Abeba, 2024.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Economic Report on Africa 2023, Addis-Abeba, 2023.
- Union africaine, Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), Addis-Abeba, 2018.